



La Normandie au temps de l'épidémie

La Chronique de Normandie n°748 – Récit des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la région – Mois de mai 2022

Les temps changent.

Le déroulement de la concertation publique organisée par la CNDP à propos de la construction d'une piscine d'entreposage des combustibles usés d'EDF à La Hague, illustre parfaitement les problèmes d'acceptabilité des projets nucléaires, sur un territoire pourtant très favorable. Oui, les temps changent.

- Au départ, tout devait bien se passer. À savoir : un débat sur la construction d'une nouvelle piscine sur le site d'Orano pour entreposer 6 500 tonnes de combustibles, une nécessité pour éviter la saturation des autres installations. Avec à la clé, un investissement de 1,25 Md€, et 500 emplois pendant la construction, entre 2026 et 2034.
- Oui, tout devait bien se passer, puisque les élus locaux sont favorables au nucléaire et que les habitants sont habitués. Ce débat s'annonçait comme une formalité.
- Mais c'était sans compter avec le ras-le-bol qui s'est exprimé à la réunion des Pieux, le 4 janvier. "Trop, c'est trop !", "on a déjà l'usine de retraitement et le centre d'entoussement", "au départ, ça devait être à Belleville-sur-Loire, ils n'en ont pas voulu, alors c'est pour nous", "finalement, on ne compte pas..."
- Et dans la foulée, un collectif "Stop piscine nucléaire" s'est constitué. Opposition. Embarrassés, les élus du territoire ont choisi la prudence "donnons-nous du temps et élargissons la concertation". La CNDP, elle, a décidé de suspendre les réunions pendant la période des élections.

Et maintenant ? La concertation va reprendre le 20 juin prochain, elle s'achèvera le 6 juillet. EDF qui, avec Orano, l'ASN et la CNDP, a pêché par excès de confiance va devoir changer de posture pour réduire l'abcès de fixation. Les temps changent, même à La Hague, il faut faire attention.

Éditeur : Chroniques & Actions SAS

Siret : 488 406 752 00029.

La Chronique :

• N° CPPAP : 10081 88511.

• ISSN : 2117-9743

• Directeur : Bertrand Tierce.

• Abonnement : 260 € TTC/ an.

• Contact : bertrand.tierce@orange.fr

• Consultation possible sur la toile.

Les 18 milliards de l'énergie.

Dans le cadre des "Rencontres de l'Industrie", la CCI Seine-Estuaire va organiser, ce mardi 17 mai à 18 h 00, un débat sur "la Normandie, terre d'avenir de l'énergie". Un grand sujet.

- Une bonne occasion pour les représentants des majors (EDF, ENGIE, Air-Liquide et TotalEnergies) de faire le point sur leurs projets respectifs en rappelant aux acteurs du territoire, les conditions de leur réussite.

Présidée par Yves Lefebvre, la CCI joue ici son rôle d'interface entre les grands groupes et les entreprises locales, une bonne façon d'amplifier les retombées économiques des grands chantiers. C'est positif et concret.

Les grands projets.

De fait, l'énergie sera la grande affaire de la Normandie des 10 prochaines années. Le littoral et la Seine sont directement concernés. Regardez :

- Le nucléaire avec Penly, sans oublier les autres chantiers comme la nouvelle piscine de stockage de la Hague (voir ci-contre).
- L'éolien en mer avec la construction de Dieppe/Le Tréport et la préparation de Barfleur.
- L'hydrogène avec l'usine Normand'Hy.
- La décarbonation avec le projet de captage et de séquestration du carbone porté par Boréalys, Yara, Air-Liquide, Exxon et TotalEnergies.
- Les autres énergies renouvelables avec, par exemple, le projet "Salamandre" de production de biométhane porté par ENGIE.

La liste est longue. Les investissements sont considérables : environ 18 Md€. Ici, les grands "énergéticiens" sont souvent concurrents, on le verra pour l'attribution du futur parc de Barfleur, mais le 17, leurs représentants expliqueront qu'ils ont des défis communs à relever pour réussir leurs projets, ils espèrent bien que les pouvoirs publics normands vont les y aider.

Quels sont ces défis ?

- Le premier est celui de la sous-traitance. "Les entreprises sont là, disent les majors, mais auront-elles les effectifs suffisants et les compétences adaptées pour répondre aux besoins ?". En effet, la concomitance des chantiers risque d'assécher le marché, "il est urgent d'anticiper", explique Alban Verbecke d'EDF. Tout le monde doit s'y mettre.
- Le second est celui du foncier, une ressource rare et difficile à mobiliser. Contraintes réglementaires et opposition fréquente des riverains.
- Avec cette opposition, on touche au troisième défi, le plus difficile à relever, celui de l'acceptabilité. Tous les projets industriels génèrent des oppositions : opposition à l'éolien, au nucléaire, à la méthanisation, création d'associations, multiplication des recours, les Normands veulent tout et le contraire de tout, le oui des uns est le non des autres : incohérence.

Comment faire ? La réussite dépend du bon alignement des politiques de l'État, de la Région et des collectivités pour relever les défis évoqués. EDF, ENGIE, TotalEnergies et Air-Liquide attendent cet alignement. Est-il possible en période de recomposition politique ? 18 Md€ sont en jeu, espérons-le.